Robespierre et l'authenticité révolutionnaire

Robespierre and Revolutionary authenticity

Marisa Linton

Traducteur : Lucie Perrier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12700>

DOI : 10.4000/ahrf.12700

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2013

Pagination : 153-173

ISBN : 978-2-200-92824-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marisa Linton, « Robespierre et l'authenticité révolutionnaire », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 371 | janvier-mars 2013, mis en ligne le 01 mars 2016, consulté le 01 juillet 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12700>

ROBESPIERRE ET L'AUTHENTICITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Marisa LINTON

Les dirigeants révolutionnaires ont régulièrement affirmé qu'ils étaient mus par la vertu (dévouement au bien public plutôt qu'intérêt personnel et ambition). Il existe cependant un abîme entre ce discours et leurs actions qui, inévitablement, avaient souvent pour motif l'intérêt personnel. C'était là un dilemme insoluble pour Robespierre, comme pour tous les révolutionnaires : pour établir leur crédibilité politique ils devaient prouver qu'ils agissaient conformément à la vertu véritable, mais leur motivation intérieure était difficilement vérifiable. Le pouvoir politique de Robespierre devait beaucoup à sa capacité à convaincre son auditoire que sa dévotion à la vertu était authentique ; mais ses affirmations étaient contestées par ses opposants, qui ne voyaient dans sa vertu qu'un masque cachant ses ambitions. La question de l'authenticité de Robespierre fit l'objet d'un affrontement sur la légitimité de la Révolution, et même sur l'usage de la Terreur. Cet article explore ce problème en se concentrant sur des cas précis où l'authenticité de Robespierre a été contestée durant sa carrière politique et après sa mort.

Mots-clés : vertu, Robespierre, Terreur.

Bien que Maximilien Robespierre ait fait l'objet de nombreuses études, il n'en demeure pas moins une figure énigmatique. Le problème de l'« authenticité de son identité » a été matière à de nombreuses spéculations et a mené à des conclusions contradictoires¹. Une question clé est de

(1) Les études les plus détaillées sur Robespierre en français et en anglais restent, en français : Gérard WALTER, *Maximilien de Robespierre*, 1961, réédité, Paris, Gallimard, 1989 ; et en anglais : James Matthew THOMPSON, *Robespierre*, 1935, réédité, Oxford, Basil Blackwell, 1988. Il y a beaucoup

savoir ce qui l'a motivé à s'engager dans la politique révolutionnaire, et les historiens ne furent pas les premiers à la poser. L'authenticité du personnage politique fut largement débattue au cours même de sa vie. Robespierre se dépeignait comme étant mû par son amour de la vertu. De nombreux commentateurs, à l'époque et depuis lors, ont considéré l'identification émotionnelle de Robespierre avec la vertu comme un signe soit de son déséquilibre psychologique, soit de son hypocrisie. Ainsi, il est tentant d'interpréter l'obsession pour la vertu chez Robespierre comme un trait singulier de sa psychologie en tant qu'individu. Cependant Robespierre fut loin d'être le seul à choisir le langage de l'intégrité dans la vie publique : ceci faisait partie d'une culture politique commune adoptée par la plupart des chefs de file de la Révolution et presque tous ceux qui, à différentes étapes des ces événements, furent à la tête du Club des jacobins. Lorsque Robespierre parlait de « vertu », il prononçait un vocable bien connu de son auditoire, et utilisait un langage qui pouvait conforter l'autorité de l'orateur, mais qui, aussi, dans le contexte instable de la politique révolutionnaire, pouvait le rendre vulnérable aux attaques de ses adversaires politiques. Pour un chef révolutionnaire, endosser l'identité d'homme vertueux comportait le risque d'être démasqué pour inauthenticité et de passer pour un imposteur qui se serait investi dans les affaires de l'État à la recherche de son seul intérêt privé. Dans cet article, nous traiterons du problème essentiel quant à la manière dont les figures de proue révolutionnaires cherchèrent à établir l'authenticité de leur identité en tant qu'hommes dont l'engagement dans la vie publique se fondait sur la vertu. Nous verrons d'abord d'où vient cette expression de vertu en politique et examinerons comment elle est devenue un élément au centre du discours public à l'époque de la Révolution. Puis nous aborderons l'exemple particulier de Robespierre et étudierons comment il entreprit de construire son identité en tant qu'homme vertueux, et comment son authenticité fut contestée par des vagues successives d'opposants politiques².

à recommander dans Peter MCPHEE, *Robespierre – a Revolutionary Life*, New Haven, Yale University Press, 2012.

(2) Cet article s'inspire de mes recherches sur la culture politique des dirigeants jacobins, qui est aussi le sujet de l'ouvrage de Marisa LINTON, *Choosing Terror : Virtue, Friendship and Authenticity in the French Revolution*, à paraître, Oxford, Oxford University Press, 2013.

La vertu dans le discours public sous la Révolution.

À la fin du XVIII^e siècle, la vertu politique se définissait comme le dévouement désintéressé au bien public³. Ce sens politique de la vertu devait beaucoup à deux courants majeurs de pensée : la tradition républicaine classique et le concept de vertu naturelle. En dépit des divergences considérables entre ces deux héritages intellectuels, la conclusion pour les deux était la même : l'homme vertueux se consacrait à autrui, et par extension, à sa patrie. Les deux courants de pensée traditionnels mettaient l'accent sur la nécessaire authenticité de la vertu, c'est-à-dire, sur l'émotion sincère venant du cœur. La thématique de l'individu véritablement pétri de qualités morales était bien connue. On pouvait la trouver dans les pages des *Confessions* de Rousseau, dans la prolifération des romans, pièces de théâtre et œuvres d'art qui s'inspiraient du culte de la sensibilité, et même dans la rhétorique des gens d'Église et des hommes de loi. Pourtant, certains commentateurs soulignaient que l'amour de la vertu pouvait être feint par quiconque recherchait son intérêt personnel, ce qui rendait difficilement perceptible la distinction entre vertu authentique et vice déguisé. Le moraliste La Rochefoucauld et les théologiens jansénistes Nicole et Esprit partageaient ce scepticisme à l'égard de la vertu, y voyant là une manifestation d'amour-propre⁴.

En dépit de cette incertitude sous-jacente concernant l'authenticité de la vertu, cette notion prit une place centrale dans la politique révolutionnaire. Ceci était dû en partie au fait qu'elle fournissait un outil efficace pour exprimer le mécontentement vis-à-vis des pratiques concrètes de l'Ancien Régime. La vénalité, le népotisme, le clientélisme étaient à la base de l'organisation de l'élite sociale de cet Ancien Régime.⁵ Des observateurs très critiques décrivaient la politique de la Cour en termes sévères : elle aurait reposé sur l'avidité, la tromperie, et la recherche des intérêts particuliers. La vertu en politique présentait un contraste frappant avec cette image négative de la conduite des affaires par la Cour. Dans les dernières

(3) L'origine de la vertu en politique est le sujet de l'ouvrage de Marisa LINTON, *The Politics of Virtue in Enlightenment France*, Houndmills, Palgrave, 2001. À propos des idées politiques de Robespierre, voir également Marisa LINTON, « Robespierre's Political Principles », dans Colin HAYDON et William DOYLE (dir.), *Robespierre*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

(4) Pierre NICOLE, *Essais de Morale, contenus en divers Traités sur plusieurs Devoirs importants*, 14 vols., Paris, G. Desprez, 1781 ; Jacques ESPRIT, *La Fausseté des vertus humaines. Par M. Esprit de l'Académie Française*, Paris, André Pralard, 1693 ; François, duc de LA ROCHEFOUCAULD, *Maximes, suivies des Réflexions diverses*, 1678, réédité, Paris, Garnier Frères, 1967.

(5) Sur les pratiques politiques dans l'ancien régime, voir Peter R. CAMPBELL, *Power and Politics in the Old Régime France, 1720-1745*, Londres, Routledge, 1996.

années de l'Ancien Régime, la vertu politique était devenue un élément du discours d'opposition qui pouvait être utilisé pour stigmatiser les pratiques de la politique royale.

Avec le déclenchement de la Révolution, la France se dota d'hommes politiques au sens moderne : ils avaient désormais des comptes à rendre non pas à un seul homme, mais à l'opinion publique et au peuple⁶. Les hommes politiques révolutionnaires devaient cultiver l'opinion publique, jouer pour la galerie et se poser en hommes intègres devant leurs auditoires. Leurs discours, leurs actions et leur comportement faisaient l'objet d'un examen général minutieux, sans précédent, surtout de la part de la presse révolutionnaire. Par principe, les chefs révolutionnaires devaient être prêts à placer le bien public avant toute autre chose, avant leurs propres intérêts, et avant leur loyauté personnelle à l'égard d'amis ou de leur famille. Ils devaient être dépourvus d'ambition individuelle, d'égoïsme ou de désir de gloire. Les hommes qui devinrent députés étaient, pour la plupart, travailleurs, patriotes, enthousiastes et idéalistes. Néanmoins, leur engagement sincère vis-à-vis des idéaux de la Révolution ne fut pas un obstacle à ce que, pour bon nombre d'entre eux, les événements leur offrent la chance inouïe d'emprunter une voie qui leur aurait été inaccessible sous l'Ancien Régime, à savoir atteindre leurs visées grâce à une carrière politique. Pourtant nourrir de telles aspirations était contraire à l'idéologie de la vertu. Un ambitieux était un homme aux motivations suspectes. Puisque les hommes politiques de la Révolution ne pouvaient avouer avoir des ambitions, on ne peut qu'émettre des hypothèses sur ce que leurs désirs non exprimés ont pu être. Il est vraisemblable que les desseins des nouveaux hommes politiques de la Révolution aient été complexes : certains convoitaient la fortune et les succès matériels, la plupart briguaient le pouvoir ; mais il y avait aussi quelque chose de plus : le désir ardent de se faire un nom qui importait, de ne pas compter pour quantité négligeable, et de se trouver au centre d'événements sans précédent⁷. Les hommes nouveaux qui prirent une place au premier plan de la vie publique furent obligés de louvoyer dans ce paysage politique

(6) Sur l'opinion publique, voir Keith Michael BAKER, « Public opinion as political invention », dans Keith Michael BAKER, *Inventing the French Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Mona OZOUF, « L'opinion publique », dans Keith Michael BAKER (dir.), *The French Revolution and the Creation of Modern Culture*, t. 1, *The Political Culture of the Old Regime*, Oxford, Pergamon, 1987. Sur les relations entre l'opinion publique et la Révolution, voir Roger CHARTIER, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, chap. 2.

(7) A propos des motivations des révolutionnaires à s'impliquer en politique, voir l'analyse subtile d'Haim BURSTIN, *L'invention du sans-culotte : regard sur le Paris révolutionnaire*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 114-7.

modifié, dans lequel leurs ambitions personnelles étaient en elles-mêmes considérées comme équivoques, et leur véritable identité soumise à un examen public minutieux.

L'idéologie de la vertu en politique n'était pas une exclusivité des chefs de file jacobins, mais ils y étaient fortement attachés, et bon nombre d'entre eux eurent à lui payer un lourd tribut. Se montrer à la hauteur de cette doctrine était d'une difficulté exceptionnelle. Les jacobins, en tentant de s'y soumettre, furent amenés à vivre dans une contradiction où les réalités contingentes à l'action politique ne correspondaient quasiment jamais à l'identité à laquelle ils prétendaient. De nombreux jacobins étaient probablement motivés tant par l'ambition que par une sincère ferveur patriotique. Cependant, il leur était impossible de l'admettre publiquement – cela était même périlleux. Ils vivaient avec ce risque permanent que l'on perçoive un décalage entre leurs discours et leurs actes, écart qui porterait atteinte à leur crédibilité aux yeux du public. Comment pourraient-ils jamais prouver qu'ils étaient authentiquement vertueux, et non d'habiles simulateurs ?

Robespierre et l'amour de la vertu.

La question est alors de savoir comment Robespierre parvint à se distinguer parmi tant de ses contemporains qui, eux aussi, affirmaient être motivés par leur amour de la vertu ? La réussite de Robespierre découlait en grande partie de sa crédibilité. Dans un environnement politique où s'amplifiaient les soupçons et les doutes sur les motivations réelles des dirigeants de la Révolution, il réussit, dans une large mesure, à convaincre son auditoire révolutionnaire de l'authenticité de son engagement et de ses convictions politiques. Il y parvint en dépit d'un feu nourri d'attaques de la part de ses détracteurs à propos de son intégrité. Alors que lui-même et ses partisans défendaient son authenticité, ses opposants politiques la mettaient en doute, soutenant que Robespierre était un imposteur qui ambitionnait le pouvoir personnel. Les motivations profondes de Robespierre commencèrent à jouer un rôle dans la lutte sur le type de politique à mener à des stades successifs de la Révolution. Nous nous intéresserons maintenant aux moments cruciaux de ce conflit concernant l'authenticité de l'identité de Robespierre, et nous en étudierons l'évolution dans le climat tendu des événements révolutionnaires.

Avant la Révolution, Robespierre pouvait librement reconnaître que, dans sa vie, il convoitait la réussite professionnelle. Lorsqu'il commença ses études de droit, il écrivit à un juriste pour lui demander de le conseiller

sur un programme d'études. Robespierre évoquait la profession qu'il avait choisie en ces termes : « De toutes les qualités nécessaires pour se distinguer dans cette profession, j'y apporte du moins une vive émulation et une extrême envie de réussir »⁸. Il ambitionnait de parvenir à la célébrité et à la reconnaissance – la possession d'une grande fortune ne semble jamais l'avoir intéressé. Avant la Révolution, peu de choses l'avaient distingué parmi un grand nombre d'autres avocats de province, si ce n'est qu'il avait toujours montré une grande compassion vis-à-vis des pauvres, des opprimés et des victimes d'injustices. Au cours des années, sa conscience croissante relativement à l'injustice sociale le mena à s'éloigner de plus en plus des personnages hauts placés parmi les hommes de loi à Arras. À une époque où de nombreux avocats auraient profité des fruits matériels de leur succès, il semble que Robespierre se voyait plus rarement confier ces sortes de dossiers qui se seraient avérés lucratifs. Bien qu'il ait été, par certains aspects, bien intégré dans la société d'Arras, il fut de plus en plus marginalisé par les mieux établis de ses collègues dans la profession, à cause de sa franchise au sujet de l'injustice et de la corruption locale. Lorsque, en 1788, à en croire une interprétation traditionnelle, Robespierre protesta, dans une lettre ouverte, contre le fait qu'il était exclu d'une coterie d'avocats d'Arras invités à débattre de réformes de la loi, Liborel, qui l'avait par le passé parrainé et présenté au barreau du Conseil d'Arras pour amorcer sa carrière juridique, le réprimanda publiquement, l'accusant d'être motivé par : « L'intérêt sordide, l'avidité basse [...] et la jalousie rampante »⁹. De telles accusations, sans nul doute, le piquèrent au vif, et il eut à cœur de les réfuter.

Dès le début de la Révolution, avec les élections aux États généraux, il y eut un rejet délibéré de ce qui était considéré comme un modèle « anglais » de campagne électorale. Les commentateurs français avaient plus particulièrement des soupçons sur la méthode anglaise consistant à organiser des élections grâce à des candidatures officielles, qui étaient exposées à la corruption. Les Français procéderaient différemment. En France, la conception de la représentation politique provenait en partie des traditions électorales propres au pays, pour les États généraux, pour les États provinciaux, et des précédents concernant les institutions religieuses¹⁰.

(8) Maximilien ROBESPIERRE, *Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre* Georges MICHON (dir.), Paris, Librairie Félix Alcan, 1926, p. 22-3.

(9) Cité par Bernard NABONNE, *La Vie privée de Robespierre*, Paris, Hachette, 1938, p. 97-8.

(10) Voir Malcolm CROOK, *Elections in the French Revolution: an Apprenticeship in Democracy, 1789-1799*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la raison: la Révolution française et les élections*, Paris, École des hautes études en sciences

Il existait également des raisons intellectuelles pour s'opposer au dépôt d'une candidature et à la conduite d'une campagne publique. D'après l'idéologie de la vertu, le simple fait qu'un homme se présente ouvertement à une élection indiquait qu'il abritait une arrière-pensée et avait l'intention de mettre à profit sa situation officielle pour promouvoir sa propre carrière ; il était par conséquent indigne d'exercer une fonction publique. Comme Cincinnatus, un homme politique révolutionnaire ne méritait une charge que s'il ne la recherchait pas activement. Dès le départ, on avait admis qu'il ne devrait y avoir ni candidats officiels, ni programmes, ni manifestes, et pas de partis. Bien que cette convention ait été négligée par beaucoup de membres du deuxième ordre, la plupart des candidats éventuels du tiers état la prirent davantage au sérieux.

Robespierre aspirait à obtenir un siège aux États généraux, mais pour cela, il devait nécessairement faire impression sur le public dans sa province natale, ce qu'entravait son manque de notoriété. Il résolut ce dilemme, en partie, en devenant actif dans la politique locale. Il se fit connaître dans sa région en tant que fervent défenseur des pauvres et des opprimés, comme en témoigne le fait que la corporation des savetiers mineurs d'Arras lui demanda de rédiger son cahier de doléances¹¹.

La pratique normale qui consistait à écrire des pamphlets anonymes dans lesquels les habitants de la région pouvaient deviner l'identité de l'auteur permettait une forme discrète de propagande électorale sans enfreindre l'interdiction de faire campagne ouvertement. Robespierre écrivit un mémoire, *À la Nation artésienne*, dans lequel il mettait en garde contre des complots fomentés par le « parti de l'aristocratie » en Artois pour l'emporter aux élections. Lui-même, laissait-il entendre, serait incorruptible :

« [...] Cette heureuse révolution, et la fin de tous les maux qui nous accablent, dépend de la vertu, du courage et des sentiments de ceux à qui nous confierons le redoutable honneur de défendre nos intérêts dans l'Assemblée de la Nation ; nous éviterons avec soin, dans ce choix important, tous les écueils que l'intrigue et l'ambition vont semer sous nos pas ; nous

sociales, 1993. Sur les traditions religieuses, voir Léo MOULIN, « Les Origines religieuses des techniques électorales et délibératives modernes », *Revue Internationale d'histoire politique et constitutionnelle*, 1953, p. 106-48.

(11) Maximilien ROBESPIERRE, « Doléances du Corps des Cordonniers Mineurs de la Ville d'Arras » (mars 1789), dans Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres de Maximilien Robespierre*, Marc BOULOISEAU, Albert SOBOUL et al. (dir.), 11 vol., Paris, Société des études robespierristes, 1910-2007, t. 11, *Compléments (1784-1794)*, p. 275-7.

n'irons pas surtout nous reposer de la réforme des abus, sur le zèle de ceux qui sont intéressés à les conserver par les plus puissants de tous les mobiles, l'intérêt personnel, l'esprit de corps, l'amour et l'habitude de la domination. Songez à ce que vous pouvez attendre de ceux qui n'ont pu cacher leurs vues ambitieuses, même sous le masque du patriotisme et du désintéressement dont l'opinion publique les forçait à imiter quelquefois le langage...»¹²

Le succès de la Révolution dépendrait de la vertu de ses représentants, et de leur capacité à tenir bon contre la conspiration des aristocrates. Il y avait le choix entre des députés véritablement intègres, et ceux qui manipulaient le discours de la vertu afin de promouvoir leurs intérêts personnels. Déjà Robespierre voyait que le problème du langage de la vertu était ce décalage entre ce que disaient les hommes et ce qu'ils faisaient.

Robespierre alla plus loin dans un deuxième écrit en avril 1789, *Les ennemis de la Patrie démasqués*. Il se servit ici de la rhétorique de la conspiration pour affirmer qu'il existait un complot mis en place par « les hommes ambitieux qui tiennent à notre Administration municipale et provinciale, pour perpétuer le régime oppressif sur lequel ils fondent à la fois leur autorité, leur fortune, et leurs espérances ». Lui-même était au contraire motivé par la vertu. Cette probité n'était pas la version républicaine classique ; c'était plutôt une valeur naturelle, « cette sensibilité généreuse », une qualité universelle « que les hommes de tous les Pays et de tous les temps sont faits pour déployer... »¹³.

Les attaques contre la vertu de Robespierre

Les ennemis de Robespierre se jetèrent sur tous les indices montrant qu'il contrevenait à l'interdit concernant la propagande électorale. L'abbé Proyart, biographe très tôt hostile à Robespierre, reprit des rumeurs qui s'étaient répandues au moment des élections et accusa plus tard Robespierre d'avoir joué un rôle, et tenu un langage qu'il pensait être susceptible de lui acquérir des partisans. D'après Proyart, Robespierre envoya son frère, Augustin, lancer sa campagne pour les élections dans les villages autour

(12) Maximilien ROBESPIERRE, *À la Nation artésienne*, (1789) dans Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres*, t. 11, *Compléments*, p. 244-5.

(13) Maximilien ROBESPIERRE, *Les ennemis de la Patrie démasqués* (1789), dans *Ibidem*, p. 248, 273-4. Sur ce dont Robespierre est redevable à Rousseau, voir Peter MCPHEE, *Robespierre, op. cit.*, p. 108. Sur la sensibilité de Robespierre, voir David ANDRESS, « Living the Revolutionary Melodrama : Robespierre's Sensibility and the Construction of Political Commitment in the French Revolution », *Representations*, t. 114, 2011, p.103-28.

d'Arras, et exerça des pressions sur des parents éloignés¹⁴. La tactique de Robespierre semble avoir été d'un usage assez courant dans la période précédant les élections aux États généraux¹⁵. Mais ses détracteurs s'étaient saisis de ce qui allait devenir à la fois sa force politique et sa faiblesse : le fait qu'il s'identifiait, sans réserve aucune, à la vertu. Robespierre était particulièrement sensible à l'accusation d'avoir mené une campagne électorale (même si tous autour de lui étaient occupés à faire quasiment la même chose) précisément parce qu'il insistait tant sur le fait que *lui*, était le candidat de la probité authentique, et par conséquent opposé à des pratiques de corruption, de népotisme et de mise en place de réseaux. Robespierre passerait beaucoup de temps, au cours de sa carrière politique ultérieure, à repousser de telles allégations.

Deux initiatives essentielles de Robespierre fournissent la preuve tangible qu'il était homme à placer son engagement vis-à-vis de la patrie avant son ambition personnelle. La première d'entre elles fut sa proposition d'un décret, par lequel il se sacrifiait lui-même et qui devait interdire aux membres de l'Assemblée constituante de se présenter à l'Assemblée législative. Son but était en partie de faire barrage aux ambitions des triumvirs, mais ce faisant, il renonçait également au rôle qu'il aurait pu jouer dans la politique nationale – c'était sa conviction au moment où il fit ce choix. La deuxième – plus importante encore – fut sa prise de position contre la guerre. À long terme, lorsque le conflit tourna mal et que des trahisons s'ensuivirent (comme Robespierre l'avait prédit), l'opinion se souvint de son opposition, et il y gagna en stature, mais pendant les nombreux mois de tension qui précédèrent la guerre, il avait été marginalisé au club des jacobins, alors qu'il continuait, seul et déterminé, à désapprouver le militarisme patriotique des brissotins¹⁶.

Les opposants politiques de Robespierre du parti aristocrate ne furent pas les seuls à contester son intégrité ; des remises en questions émanèrent

(14) LE BLOND DE NEUVÉGLISE [pseudonyme de Liévin-Bonaventure PROYART (abbé)], *La Vie et les crimes de Robespierre, surnommé le tyran, depuis sa naissance jusqu'à sa mort*, Augsburg, 1795, p. 69-72.

(15) À propos des accusations de Proyard, voir James Matthew THOMPSON, *Robespierre*, p. 201 ; également Peter MCPHEE, *Robespierre*, p. 59-60, et Bruno DECIEM, « 1788/1789 en Artois : un candidat en campagne électorale, Maximilien de Robespierre », dans Jean-Pierre JESSENNE, et al. (dir.), *Robespierre : De la Nation artésienne à la république et aux nations*, Lille, Centre d'histoire de la région du nord, 1993.

(16) Barry M. SHAPIRO, « Self-Sacrifice, Self-Interest, or Self-Defence ? The Constituent Assembly and the Self-Denying Ordinance' of May 1791 », *French Historical Studies*, 25, 2002, p. 625-56. À propos de la guerre, l'ouvrage qui fait autorité reste celui de Georges MICHON, *Robespierre et la guerre révolutionnaire 1791-1792*, Paris, Marcel Rivière, 1937. Voir également Marisa LINTON, *Choosing Terror*, op.cit., chap. 3 et 4.

aussi du sein du parti patriote. La division en factions entre les brissotins et Robespierre et le groupe qui allait devenir les montagnards trouve son origine dans les camps adverses choisis par Brissot et Robespierre dans le débat sur la déclaration de guerre. Au début, ce différend fut empreint de sage courtoisie des deux côtés. Brissot et Robespierre avaient eu des relations d'amitié et partageaient de nombreuses convictions idéologiques, et tous deux étaient des piliers du Club des jacobins. Mais, au cours des semaines précédant la déclaration de guerre, on vit se dérouler une nouvelle étape dans le déploiement tactique de l'idéologie de la vertu en politique. Au Club des jacobins les groupes antagonistes se mirent à s'accuser mutuellement, au grand jour, de corruption et à mettre en doute la sincérité des motivations des uns et des autres. Ce furent Brissot et son groupe qui prirent l'initiative d'attaquer Robespierre en personne, mettant en doute sa bonne foi. Le 30 mars, Brissot laissa entendre, dans les colonnes du *Patriote français*, que la véritable raison pour laquelle Robespierre s'opposait à la guerre était qu'il agissait en tant qu'agent secret du comité autrichien (terme utilisé pour nommer le groupe de prétendus conspirateurs contre-révolutionnaires, dirigé, disait-on, par Marie-Antoinette). Dans des numéros ultérieurs, *Le Patriote français* intensifia ses attaques : « Pourquoi la conduite de M. Robespierre est-elle toujours telle qu'elle ne pourroit être autrement si elle étoit tracée par le comité autrichien ? nous n'en savons rien ; mais nous avouons que si ce n'est qu'un hasard, ce hasard est bien étrange »¹⁷. Plusieurs des journaux brissotins accusèrent carrément Robespierre d'être rémunéré par la liste civile. L'« Incorruptible », d'après eux, avait été corrompu par le comité autrichien¹⁸.

Cette accusation était devenue encore plus dommageable – et potentiellement dangereuse – dans le contexte de l'escalade vers la guerre. En janvier 1792, l'apparition du crime de lèse-nation rendit la situation des opposants politiques au groupe dirigeant encore plus précaire¹⁹. On établit un lien entre les ennemis « naturels » de la France, ceux de l'extérieur (l'Autriche et les émigrés), et « les ennemis de l'intérieur », les « faux patriotes », dont les atteintes à la patrie étaient désormais transformées en crime de lèse-nation, ce qui faisait d'eux des traîtres, et, de ce fait, passibles d'exécution²⁰. Les hommes politiques qui se drapaient dans un

(17) Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres* t. 8, p. 338-40, note 7.

(18) Georges MICHON, *Robespierre et la guerre*, *Ibidem*, p. 96-7 ; 105-14.

(19) 14 janvier 1792, *Archives parlementaires*, t. 37, p. 413-6.

(20) Anne Simonin attire l'attention sur la manière dont le nouveau crime de lèse-nation fut utilisé pour reclasser parmi les traîtres les officiels en disgrâce : Anne SIMONIN, *Le Déshonneur dans la République : une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Grasset, 2008, p. 232-40.

manteau de vertu pour couvrir leurs intérêts particuliers et leur ambition étaient devenus des conspirateurs cachés, de mèche avec les ennemis de l'étranger²¹. Caractériser les adversaires politiques d'« ennemis de l'intérieur » plaçait les hommes politiques eux-mêmes dans une situation éventuellement périlleuse et augmentait leurs appréhensions à propos de la nécessité où ils se trouvaient d'affirmer leur crédibilité d'hommes authentiquement vertueux. Une partie peu examinée de l'épisode de la rupture entre brissotins et jacobins concerne la manière dont des amis d'autrefois devinrent des ennemis et s'affrontèrent avec ce sentiment amer de trahison personnelle que seule peut susciter une amitié brisée²².

Il y eut une recrudescence sensible des attaques individuelles portant sur la crédibilité des antagonistes, menées non seulement dans les journaux, mais face à face dans l'enceinte de la Convention. Le 28 octobre, Robespierre s'exprima au Club des jacobins « sur l'influence de la calomnie sur la Révolution ». La calomnie était, selon lui, responsable de tous « les événements malheureux »²³ depuis les origines de la Révolution. Elle ébranlait la Révolution elle-même par ses attaques contre la réputation d'hommes véritablement vertueux. C'était, disait-il, le langage des aristocrates d'Ancien Régime utilisé, pour leur propre compte, par des groupes révolutionnaires factieux. La véritable colère de Robespierre visait la presse financée par Roland²⁴. Selon lui, cette faction servait les intérêts des forces opposées à la Révolution : « Les riches, les fonctionnaires publics, les égoïstes, les intrigants ambitieux, les hommes constitués en autorité, se rangèrent en foule sous la bannière de cette faction hypocrite, connue sous le nom de *modérés*, qui seule a mis la révolution en péril ». La calomnie était la nouvelle arme de ce groupe factieux, mise en œuvre pour « peindre chaque vertu sous les couleurs du vice opposé, en l'exagérant jusqu'au

(21) À propos du rôle considérable joué par la crainte d'une conspiration dans la politique au temps de la Révolution, voir Peter R. CAMPBELL, Thomas E. KAISER et Marisa LINTON (dir.), *Conspiracy in the French Revolution*, Manchester, Manchester University Press, 2007 ; et Timothy TACKETT, « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution : French Elites and the Origins of the Terror, 1789-1792 », *American Historical Review*, 2000, p. 691-713.

(22) À ce sujet, voir Marisa LINTON, « Fatal Friendships : The Politics of Jacobin Friendship », *French Historical Studies*, 31, 2008, p. 51-76. Sur les désaccords entre girondins et jacobins pendant la Convention, voir Marisa LINTON, *Choosing Terror*, op. cit., chap. 5.

(23) Maximilien ROBESPIERRE, « Sur l'influence de la calomnie sur la Révolution », 28 octobre 1792, dans Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres*, t. 9, p. 45.

(24) Marc BOULOISEAU, « Robespierre d'après les journaux Girondins », dans Albert SOBOUL, (dir.), *Actes du colloque Robespierre*, Paris, Société des études robespierristes, 1967 ; Siân REYNOLDS, *Marriage and Revolution : Monsieur and Madame Roland*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 234-41.

dernier excès ». D'après les partisans de cette faction, « ils sont les honnêtes gens, les gens comme il faut de la république ; nous sommes les sans-culottes et la canaille [...]. Ils nous accusent de marcher à la dictature, nous, qui n'avons ni armée, ni trésor, ni places, ni parti ». En réalité, dit-il, les situations étaient inversées ; c'était cette faction qui détenait « tout le pouvoir et toutes les richesses ». En dépit de ce fait, de nombreux observateurs croyaient aux mensonges des factieux, « car on connoît l'empire des mots sur l'esprit des hommes »²⁵.

Pourtant, les conclusions de Robespierre étaient modérées : il conseillait seulement la vigilance, la patience. Tôt ou tard, ceux qui publiaient ces écrits diffamatoires seraient confondus. Longtemps Robespierre avait été convaincu que la liberté de la presse était le meilleur moyen pour obliger les principales figures politiques à examiner ce qu'elles devaient au public en termes d'intégrité. Cependant, ce discours signalait les prémices d'un changement inquiétant dans l'attitude des dirigeants jacobins vis-à-vis de la liberté de la presse. En 1791, Robespierre était d'avis que la probité et la vertu étaient bien plus fortes que l'aptitude de la presse à les dénaturer. Il avait depuis lors appris à craindre la puissance des journaux²⁶.

Le lendemain, à la Convention, Louvet fit une dénonciation spectaculaire de Robespierre. C'était une attaque directe du personnage en tant qu'homme vertueux. Louvet l'avait préparée depuis plusieurs semaines, avec les encouragements de Madame Roland ; il déclara qu'il était venu pour dénoncer « les complots [...] les projets de subversion, d'anarchie, d'envahissement, de destruction de la Représentation Nationale ». Robespierre était à la tête de cette conspiration ; il utilisait son image auprès du public pour raffermir son pouvoir politique : « Je t'accuse de t'être continuellement produit comme un objet d'idolâtrie ; d'avoir souffert que devant toi l'on dit que tu étais le seul homme vertueux de la France ». Louvet revenait sur le passé de Robespierre en tant que chef de file politique. D'après son récit, l'engagement de Robespierre dans l'action révolutionnaire, ses actes et ses paroles, tout ceci sous le couvert de son prétendu dévouement au bien du peuple, n'avaient en réalité servi qu'à masquer son objectif véritable :

(25) Maximilien ROBESPIERRE, « Sur l'influence de la calomnie », p. 44-7, 59. À ce sujet, voir Annie JOURDAN, « Les discours de Robespierre. La parole au pouvoir », dans Annie JOURDAN (dir.), *Robespierre – Figure-Réputation*, Yearbook of European Studies, 9, Amsterdam, 1996 ; Thomas E. KAISER, « From the Austrian Committee to the Foreign Plot: Marie-Antoinette, Austrophobia and the Terror », *French Historical Studies*, 26, 2003, p. 579-617.

(26) Voir Charles WALTON, *Policing Public Opinion : The Culture of Calumny and the Problem of Free Speech*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 129.

favoriser sa propre ascension au pouvoir. La dénonciation de Louvet se terminait sur l'accusation selon laquelle Robespierre était coupable du crime suprême en termes d'ambition personnelle : en secret, il projetait de se proclamer dictateur, « tu marchais à grands pas, Robespierre, vers ce pouvoir dictatorial dont la soif te dévorait »²⁷.

La diatribe de Louvet dépassait largement les limites du témoignage. La très longue réponse de Robespierre à ces accusations, prononcée une semaine plus tard devant un Club des jacobins bondé, en fournit une preuve, et les attaques téméraires de Louvet se retournèrent contre les Girondins. La défense de Robespierre concernant sa sincérité consolida sa renommée et sa base politique parmi les jacobins. Pourtant l'affirmation de Louvet selon laquelle Robespierre voulait se transformer en dictateur fut reprise, de façon régulière, dans les journaux girondins. Au-delà du cercle des partisans de Robespierre chez les jacobins et au sein des militants parisiens, nombreux furent les lecteurs qui ajoutèrent foi à ces allégations. Devant ces attaques, la confiance que Robespierre portait à la liberté de la presse commença à subir un changement incontestable²⁸.

La vertu, arme de la « terreur contre les hommes politiques »

Le problème de l'authenticité des chefs révolutionnaires fut un élément central dans ce que j'ai appelé « la terreur contre les hommes politiques »²⁹. Ce fut cette terreur qui se retourna contre elle-même : ses principales victimes furent précisément les figures de proue de la Révolution ; ce fut cette répression que les révolutionnaires menèrent les uns contre les autres. La plupart des individus pris dans cette forme de terreur, soit comme exécutants, soit comme victimes (dans de nombreux cas les deux), étaient membres du Club des jacobins de Paris, ou bien l'avaient été dans le passé. Ils étaient peu nombreux, mais cette terreur interne fut au cœur du projet révolutionnaire. À Paris même, lieu principal de la Révolution, elle eut en grande partie pour cibles les autorités publiques, y compris les hommes politiques qui, ironie du sort, avaient davantage à redouter la terreur que la plus grande partie de la population parisienne. À l'exception des députés brissotins engagés dans la révolte fédéraliste, en fuite, peu nombreuses furent les victimes de cette terreur dont on put clairement établir la culpabilité. Dans la plupart des cas, leur « crime »

(27) 29 octobre 1792, *Archives parlementaires*, t. 53, p. 52, 57.

(28) Marc BOULOISEAU, « Robespierre d'après les journaux Girondins » *op.cit.*

(29) Voir Marisa LINTON, *Choosing Terror*, *op. cit.*

contre la Révolution était bien plus ambigu : il dépendait de ce qu'ils étaient véritablement. La majorité d'entre eux étaient accusés de s'être lancés dans une conspiration secrète contre la Révolution. Ces soupçons à propos de leur sincérité devaient atteindre leur paroxysme pendant les procès de factions politiques au cours de l'an II, lorsque, en l'absence de preuves concrètes de conjuration, l'essentiel du débat tourna autour de la démonstration selon laquelle les suspects en jugement n'avaient pas été motivés par la vertu, mais par la recherche de leur intérêt, par l'ambition, l'égoïsme et la convoitise. Le manque de scrupules dans leur attitude à l'égard des affaires publiques les rendait vulnérables à la corruption des puissances étrangères, et par conséquent les englobait dans une conspiration qui, au cours de l'an II, fut connue sous le nom de Complot de l'Étranger.

Certains des assauts contre leurs camarades révolutionnaires furent menés avec cynisme : c'était une manière d'éliminer des ennemis politiques. Mais il y eut davantage que cela dans cette terreur qui touchait les hommes politiques. Elle dévoilait une angoisse profonde concernant les motivations des autres, sur la difficulté à lire ce qui était vraiment dans le cœur d'autrui. C'est par conséquent un point révélateur de l'aspect tant émotionnel qu'idéologique de l'histoire de la Terreur. Les jacobins dispensaient l'effroi, mais ils étaient eux-mêmes exposés à la terreur, et craignaient qu'à tout moment elle ne se retourne contre eux. Ainsi que le formulait Levasseur : « La terreur que nous inspirions se glissait sur les bancs de la Montagne comme dans les hôtels du faubourg Saint-Germain. Elle s'asseyait sur les bancs du tribunal et apprenait à ses membres qu'ils pouvaient incessamment passer de la mission de juge au rôle d'accusé »³⁰.

Ce passage entre opposition et groupe dirigeant fut un moment crucial pour les chefs jacobins, en particulier pour Robespierre lui-même qui avait toujours été plus à son aise pour critiquer les défauts des autres que pour tenir la barre. Après que Robespierre fut devenu membre du Comité de salut public le 27 juillet 1793, sa position se transforma. Être au pouvoir offrait de nouvelles possibilités pour se tracer un parcours couronné de succès dans les affaires politiques révolutionnaires. De nombreux jacobins s'attendaient à voir leur dévouement récompensé par des gains matériels ou par un avancement dans leur carrière. Comme les triumvirs et les dirigeants brissotins avant eux, les jacobins les plus en vue en l'an II se trouvaient face à des tensions insurmontables entre l'idéologie de la vertu

(30) René LEVASSEUR, *Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe) Ex-Conventionnel*, 1829-31, réédité, Paris, Messidor/Editions Sociales, 1989, p. 347.

politique et les réalités du pouvoir. Avec le destin des brissotins présent à l'esprit, la situation des guides révolutionnaires était précaire. Les chefs de file jacobins redoutaient les militants parisiens qui les avaient placés en position d'autorité, et ils craignaient peut-être davantage encore leurs rivaux politiques au sein de la Convention, au Club des jacobins et à la Commune. Robespierre, comme les autres figures de proue jacobines, faisait l'objet d'une surveillance publique constante, surtout de la part des militants parisiens, mais aussi des autres jacobins. Robespierre et les autres chefs de file jacobins succomberaient-ils aux tentations de leurs fonctions, et se laisseraient-ils corrompre ? Si la réponse était négative, comment pourraient-ils apporter la preuve à leurs partisans, et peut-être encore plus essentiellement à eux-mêmes, de l'authenticité de leur vertu et de leur engagement pour le bien public ? Les jacobins de premier plan accusaient régulièrement leurs adversaires politiques d'être des « tartuffes de patriotisme » qui portaient un masque d'intégrité cachant leurs véritables motivations³¹. La peur traquait les jacobins les plus en vue ; elle était d'autant plus intense qu'ils ne pouvaient l'avouer ouvertement, car admettre qu'ils étaient au courant du danger devant lequel ils se trouvaient aurait laissé entendre qu'ils étaient conscients de ne pas être vertueux. Ainsi la terreur visant les hommes politiques s'intensifia de manière implacable du fait que ceux qui l'exerçaient redoutaient pour eux-mêmes d'en devenir des victimes. C'est devant ce gouffre béant à leurs pieds que tous les dirigeants politiques s'exprimèrent en l'an II³².

Dès le début de la Révolution, les nouvelles pratiques officielles avaient été marquées du sceau du soupçon quant à l'intégrité des principaux chefs de file qui avaient nommé leurs amis à des fonctions officielles. Maintenant que Robespierre, lui-même, était en situation de pouvoir, il était lui aussi face à ces dilemmes qui consistaient à être un homme intègre dans une situation intrinsèquement corrompue. Les robespierristes étaient constamment sollicités par des hommes qui voulaient des postes. La correspondance de Robespierre comprend nombre de ces courriers formulés en termes de vertu. Les patriotes autoproclamés ne manquaient pas. La question était de savoir si l'on pouvait croire en l'intégrité d'un homme

(31) Camille DESMOULINS, « Jean-Pierre Brissot démasqué », dans Camille DESMOULINS, *Œuvres de Camille Desmoulins*, J. Claretie, (dir.), 2 vol. Paris, Charpentier & Cie, 1874, t. 1, p. 266, 268, 272-3 ; Louis-Antoine de SAINT-JUST, « Discours sur les factions de l'étranger » prononcé devant la Convention, 23 ventôse (13 mars 1794), dans Louis-Antoine SAINT-JUST, *Œuvres complètes*, Michèle Duval, (éd.), Paris, Éditions Ivrea, 1989, p. 725.

(32) Sur la question voisine de la crainte ressentie par les sans-culottes, voir Sophie WAHNICH, *La liberté ou la mort : essai sur la Terreur et le terrorisme*, Paris, La Fabrique Éditions, 2003.

simplement parce qu'il utilisait le langage de la vertu et du patriotisme à une époque où il était devenu politiquement opportun de le faire. D'après l'idéologie de la vertu, tous les hommes avaient la même valeur, et aucun dirigeant ne pouvait favoriser ses propres amis, du seul fait de cette amitié. Pourtant, dans la pratique, les hommes au pouvoir accordèrent plus de crédit à ceux qu'ils connaissaient et en qui ils avaient confiance, et sur l'engagement desquels ils pensaient pouvoir compter. Le problème pour les robespierristes peut se résumer dans une observation réaliste de Saint-Just : « On ne peut gouverner sans amis »³³. Le réseau des amis robespierristes provoqua évidemment du ressentiment parmi les autres jacobins qui se sentirent écartés du pouvoir, car eux ne faisaient pas partie de ce réseau³⁴.

Ce qui en vérité semblait prouver une authenticité indéniable consistait à être prêt à faire le sacrifice ultime pour le bien public : renoncer à sa propre vie³⁵. C'était le pouvoir politique par le biais de l'abnégation plutôt que par la promotion personnelle. Ce fut évident quand les jacobins de premier plan furent confrontés à des tentatives d'assassinat³⁶. Afin que les députés n'oublient pas les dangers menaçant leur vie, ils pouvaient par ailleurs contempler les tableaux emblématiques de David représentant la mort de Marat et de Lepeletier, accrochés en permanence devant leurs yeux, à la Convention. Le message était limpide : les lames des meurtriers pouvaient s'avérer proches, et les politiciens intègres devaient se préparer à sacrifier leur vie pour la patrie³⁷. Ces toiles étaient destinées à inspirer des pensées de vertu héroïque aux députés. Les contempler chaque jour aurait pu aussi contribuer à angoisser ces hommes et à les mettre mal à l'aise, bien que ceci n'ait pas été avéré. Elles pouvaient encore être sublimées dans l'éloquence des discours sur le dévouement à la patrie. Ces représentations servaient de surcroît à rappeler aux députés que le martyr n'était pas

(33) Louis-Antoine de SAINT-JUST, « Fragments divers » dans Louis-Antoine de SAINT-JUST, *Œuvres complètes*, op. cit., p. 960.

(34) Sur les réseaux des amitiés robespierristes, voir Marisa LINTON, « Fatal Friendships », art. cit. ; *Idem*, *Choosing Terror*, op. cit., chap. 9.

(35) Sur le sacrifice de soi révolutionnaire, voir Marisa LINTON, *Ibidem*, chap. 11.

(36) À propos de la façon dont les dirigeants jacobins réagirent aux risques d'assassinats et de ses effets sur leurs choix politiques, voir Marisa LINTON, « The Stuff of Nightmares : Plots, Assassinations, and Duplicity in the Mental World of the Jacobin Leaders, 1793-1794 », dans David ANDRESS (dir.), *Experiencing the French Revolution*, à paraître, Oxford, *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 2013.

(37) Sur la représentation des héros révolutionnaires morts, voir Annie JOURDAN, *Les Monuments de la Révolution 1770-1804 : une histoire de la représentation*, Paris, Honoré Champion, 1997, chap. 3 ; Antoine de BAECQUE, *La gloire et l'effroi : Sept morts sous la Terreur*, Paris, Grasset, 1997.

qu'une figure de rhétorique : la mort au service de la Révolution était une possibilité bien réelle.

Étant donné l'impopularité du gouvernement jacobin dans de nombreux quartiers en l'an II, il est remarquable que ses membres aient été relativement peu protégés, en particulier si on compare avec les rois de l'Ancien Régime, ou avec Napoléon. Ils n'habitaient pas dans des palais ; ils n'avaient pas de gardes armés. En ce qui concerne Robespierre, le fait d'être locataire dans la maison d'un autre lui permettait de démontrer que son personnage public et sa vie privée étaient conciliables. Son train de vie modeste eut donc un effet notable sur la manière dont le public envisagea sa réputation. Il y eut deux tentatives d'assassinat contre Robespierre en mai 1794. Dans les deux cas, l'assassin en puissance se rendit d'abord à son logement à la maison Duplay où, pour veiller sur Robespierre - comme pour Marat - il n'y avait guère plus que ses dévouées servantes. Lorsque Robespierre se rendait à la Convention, il était probablement accompagné d'un ou deux amis, et c'était tout.

Le 6 prairial les tentatives d'assassinat firent l'objet de débats, au cours de scènes dramatiques, au Club des jacobins³⁸. On avait suggéré que les jacobins de premier plan, et surtout Robespierre, soient sous la protection de gardes. Legendre engagea « les patriotes à redoubler de surveillance et d'activité, et à ne point laisser aller seuls les représentants du peuple, dont l'existence est très utile à la République »³⁹. Il proposa de se placer lui-même entre les chefs révolutionnaires et les lames de leurs assassins potentiels. L'offre de Legendre rencontra l'opposition d'abord de Dumas, qui dit que jamais les représentants du peuple n'approuveraient « la proposition faite de donner une garde aux représentants », même si elle portait le nom de « garde d'amitié ». Les représentants, ajoutait-il, savaient qu'ils étaient déjà protégés : par le peuple.⁴⁰ Couthon s'exprima également pour rejeter ce projet, mais alla plus loin en attaquant les motivations de ceux qui en étaient à l'origine :

« On a parlé de nous donner des gardes. J'aime à croire que cette proposition est partie d'une intention pure ; mais je dirai qu'il n'y a que les despotes qui veulent avoir des gardes, et que nous ne sommes pas faits pour leur être assimilés. Nous n'avons pas besoin de gardes pour nous défendre ;

(38) 8 prairial (27 mai 1794), dans Alphonse AULARD, *Société des Jacobins*, t. 6, p. 146-8.

(39) *Ibidem*, p. 150.

(40) *Ibid.*, p. 151.

c'est la vertu, c'est la confiance du peuple et la Providence qui veillent sur nos jours »⁴¹.

Couthon affirma que les plus grands périls venaient de ceux qui étaient tout proches, « la plupart des hommes qui nous environnent, et qui veulent paraître les plus ardents patriotes, sont souvent nos plus cruels ennemis », c'est-à-dire « les ennemis de l'intérieur », parmi lesquels Couthon englobait probablement Legendre lui-même⁴². Pourquoi les dirigeants jacobins étaient-ils si résolus à ne pas avoir de gardes du corps alors qu'ils savaient pertinemment que nombreux étaient ceux qui les haïssaient (qu'ils fussent des agents de Pitt, ou agissent de leur propre initiative) ? La réponse réside, pour partie du moins, dans l'importance qu'ils accordaient à démontrer l'authenticité de leur caractère d'individus vertueux. S'ils devaient entretenir leur crédibilité en tant qu'hommes de vertu, alors ils devaient être accessibles au public.

La vertu, la chute et la légende noire de Robespierre

Robespierre craignait que ses ennemis parmi les jacobins n'essaient d'utiliser les tentatives d'assassinat contre sa personne pour ternir son image publique, le représentant en roi virtuel, ce qui, sur un plan personnel, était vindicatif à l'encontre de ses ennemis⁴³. Dès l'été 1794, Robespierre avait tout lieu de soupçonner que ses adversaires les plus dangereux n'étaient pas des royalistes ni des contre-révolutionnaires, mais certains de ses camarades jacobins, ces hommes qui, sous l'apparence de l'amitié, conspiraient à sa perte. Ce fut une crainte qui, comme les événements de Thermidor devaient le montrer, était amplement fondée.

Les opinions contraires sur la véritable personnalité de Robespierre continuèrent de se propager au cours des années suivant sa mort. Il était de l'intérêt des thermidoriens de justifier leurs propres actions en sapant son image en tant qu'homme vertueux. Ce processus débuta dès les premières heures après son arrestation par une affabulation selon laquelle Robespierre avait projeté d'épouser la fille de Louis XVI⁴⁴. Fréron, qui avait fréquenté

(41) *Ibid.*, p. 152.

(42) *Ibid.*, p. 153.

(43) Pour une discussion pertinente sur la façon dont les ennemis de Robespierre parmi les jacobins utilisèrent les tentatives d'assassinat contre lui, voir Jean-Clément MARTIN, *Violence et révolution : essais sur la naissance d'un mythe national*, Paris, Seuil, 2006, p. 219-36.

(44) Bronislaw BACZKO, *Ending the Terror : The French Revolution After Robespierre*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 12-3 ; Françoise BRUNEL, *Thermidor : La chute de Robespierre*, Paris, Éditions Complexe, 1989, p. 117-20.

l'école avec l'Incorruptible, fournit un récit de la vie privée de ce dernier pour Courtois : il dépeignait un Robespierre qui, entre autres allégations, abusait de la boisson, mais y avait renoncé pendant les derniers mois de sa vie, de « crainte de laisser échapper son secret ». Fréron affirmait que chaque fois que Robespierre quittait son domicile, il « ne marchait qu'armé d'une paire de pistolets, et ses gardes du corps affidés l'accompagnaient partout », alors que des gardes du corps se mettaient en place, prêts à intervenir, dans les rues où il passerait, afin de lui porter rapidement secours s'il devait être attaqué⁴⁵. Ces histoires étaient peu plausibles, mais elles montrent que les thermidoriens se rendaient parfaitement compte de la nécessité de détruire l'image de Robespierre en tant qu'homme de vertu authentique. L'exposé de Fréron joua un rôle dans la construction du mythe que fut la réputation posthume de Robespierre. Les thermidoriens fabriquèrent un ensemble de récits fantaisistes, destinés à montrer que la vie privée des robespierristes était marquée par le vice, et non par la vertu. L'hypocrisie concernant leur vie sexuelle y était largement évoquée. Ainsi Barras affirmait que Robespierre avait entretenu de nombreuses concubines ; en outre, Robespierre, Saint-Just et Couthon s'étaient, en secret, réservés des palais dans la campagne autour de Paris où ils se livraient sans retenue à la débauche et à l'orgie⁴⁶.

Cette représentation peu reluisante des robespierristes créée par les thermidoriens fut reprise et amplifiée par une succession d'écrivains royalistes désireux de révéler le côté factice de la vertu des jacobins. Le plus détaillé de ces récits est celui de Montjoie, *Histoire de la Conjuration de Maximilien Robespierre* de 1795. Entre autres accusations, Montjoie soutenait que Robespierre avait un penchant « pour le libertinage ». Outre qu'il entretenait une liaison avec la fille de son propriétaire, il avait recours à des prostituées dont il s'assurait les services par « la terreur ou l'argent »⁴⁷. Montjoie niait que Robespierre fût capable d'un sentiment sincère pour autrui : « il avoit des complices, et pas un seul ami »⁴⁸. Le marquis de

(45) Stanislas FRÉRON, « Notes sur Robespierre », dans *Papiers inédits*, t. 1, p. 154-9 ; sur le manque de fiabilité de Fréron, voir James Matthew THOMPSON, *Robespierre*, p. 9-10, et Peter MCPHEE, *Robespierre*, p. 225.

(46) Voir les allégations de Barras, *Le Moniteur*, réimpr., 29 thermidor, t. 21, p. 497. Le récit plein d'imagination de Barras sur Robespierre au centre d'un « scandale de sexe et de vice », fut à l'origine de nombreuses affirmations similaires, comme par exemple : J. LEBLANC, *Vies secrètes et politiques de Couthon, Saint-Just, Robespierre jeune, complices du tyran Robespierre, et assassins de la république*, Paris, Prévost, l'an II de la république française, p. 29-30.,

(47) MONTJOIE (F. L. C. VENTRE DE LA TOULOUBRE, connu sous le nom de Galart de Montjoie), *Histoire de la Conjuration de Maximilien Robespierre*, Paris, Chez les marchands de nouveautés, 1795, p. 216.

(48) *Ibidem*.

Ferrières ne reprit pas à son compte l'image peu probable d'un Robespierre libertin. Il indiquait à l'inverse qu'il était « sobre, laborieux, austère dans ses mœurs », mais il était en revanche d'accord pour dépeindre Robespierre sous les traits d'« un fourbe dévoré d'une sourde ambition qu'il cachait avec art sous un faux-semblant de popularité », retenu par « son défaut de naissance » et son « peu de fortune », et jaloux de ceux qui lui étaient supérieurs dans l'échelle sociale. D'après le marquis, Robespierre avait vu, dans la Révolution, l'ouverture d'« un vaste champ à l'intrigue et à l'ambition », dans lequel il pourrait favoriser son propre intérêt⁴⁹.

En représentant les robespierristes en individus dépourvus d'authentique vertu, Montjoie et les détracteurs ultérieurs tentèrent d'amoindrir les chances que des générations futures voient, dans ces hommes, des modèles politiques à égaler. Dépeindre Robespierre en hypocrite, motivé par sa soif de pouvoir et sa jalousie vis-à-vis des autres, avait pour dessein d'ébranler la légitimité du projet révolutionnaire en le présentant comme le fruit de la convoitise et de la duplicité d'esprits mesquins plutôt que comme celui de la magnanimité et du souci d'autrui.

En opposition totale avec cette tendance, les partisans de Robespierre évoquaient ses qualités personnelles et défendaient son intégrité dans la vie publique. Deux parmi les voix les plus marquantes, et qui s'élevèrent parmi les toutes premières, furent celles de femmes. Pour Charlotte, sa sœur, c'était un parangon de vertu, alors que pour Élisabeth Le Bas (née Duplay), l'intégrité de Robespierre, de ses amis et camarades politiques morts avec lui, était attestée par le fait qu'aucun d'entre eux n'avait, à titre personnel, tiré profit de la période où ils avaient été au pouvoir, « ces hommes si vertueux, sous tous les rapports ; ils sont tous morts pauvres »⁵⁰.

La force politique de Robespierre dut beaucoup à la conviction avec laquelle il se présentait lui-même sous les traits d'un homme vertueux et à son succès relatif pour convaincre ses auditeurs que son dévouement à la vertu était authentique. Pourtant cette sincérité fut sans cesse remise en cause par ses adversaires pour qui cette affectation de probité cachait une

(49) Charles-Élie FERRIERES, *Mémoires du marquis de Ferrières, avec une notice sur sa vie, des notes et des éclaircissements historiques*, Berville et Barrière (dir.), 3 vol. Paris, Badouin Frères, (1822), t. 1, p. 342-5.

(50) Élisabeth LE BAS, « Manuscrit de Mme Le Bas », dans STEFANE-POL [pseudonyme de Paul Coutant], (dir.), *Autour de Robespierre : le Conventionnel Le Bas, d'après des documents inédits et les mémoires de sa veuve*, Paris, Ernest Flammarion, 1901, p. 147. Ce fut Élisabeth Le Bas qui cacha certains des papiers de Robespierre, parmi lesquels des brouillons de son discours du 8 thermidor ; ces documents restèrent entre les mains de ses descendants pendant plus de 200 ans, et n'apparurent au grand jour qu'en 2011.

vaste ambition. L'expérience de Robespierre illustre bien les problèmes insolubles rencontrés par un homme politique qui endosse une identité fondée sur l'intégrité. Alors que cette identité pouvait asseoir son autorité, elle prêtait aussi le flanc à la manipulation. Robespierre montra qu'il avait parfaitement conscience de ces questions. Il avait compris que les mots seuls, dans la bouche d'un homme politique, n'avaient pas de sens, s'ils n'étaient pas étayés par ses actions, par sa conduite personnelle, et, finalement, par son propre corps qu'il devait tenir prêt au sacrifice pour prouver son authenticité. Comme ses camarades jacobins, Robespierre était contraint par la nécessité de mener une vie à la hauteur de l'idéologie qu'il professait. Dès le début de 1792, l'inquiétude au sujet des motivations véritables des révolutionnaires fut exacerbée du fait du crime de lèse-nation par lequel les hommes politiques de la Révolution accusés de corruption et d'ambition se voyaient attribuer le rôle de conspirateurs, de mèche avec les ennemis de la France, et par conséquent passibles de mort. Les doutes à propos de cette authenticité sous-tendirent l'une des formes de terreur les plus impitoyables – la terreur contre les hommes politiques – qui se nourrissait des soupçons sur les motivations profondes de révolutionnaires rivaux. Les arguments des adversaires de Robespierre, y compris les royalistes, les brissotins et les thermidoriens, tournèrent autour de ce même point essentiel : le caractère authentique de l'identité de Robespierre en tant que symbole d'intégrité. La nature de sa personnalité véritable fut un sujet de désaccord entre lui-même et ses détracteurs ; ce fut là une partie intégrante de l'affrontement sur la légitimité de la Révolution, et même sur le caractère moral du recours à la terreur. C'est un conflit qui, encore aujourd'hui, continue à être âprement discuté.

Marisa LINTON

Kingston University, Penrhyn Road, Kingston Upon Thames, KT1 2EE,
GB

m.linton@kingston.ac.uk

Traduction par Lucie Perrier